



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 75 – 19 MAI 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

BANQUE
MONDIALE :
LANCEMENT DU
PROGRAMME XL
AFRICA

MALAWI : REPRISE DE
L'AIDE BUDGETAIRE DE
LA BANQUE MONDIALE

NAMIBIE :
NAMPOWER
ANNONCE LA
CONSTRUCTION
PROCHAINE DE 3
NOUVELLES CENTRALES
ELECTRIQUES

GHANA : HAUSSE DE LA
PRODUCTION
PETROLIERE AU
PREMIER TRIMESTRE
2017

MOZAMBIQUE :
SIGNATURE D'UN
ACCORD AERIEN AVEC
LA FRANCE

VERS UN MARCHÉ
UNIQUE DES TIC AU
SEIN DE LA CEDEAO

KENYA : DISCUSSIONS
AVEC LA CHINE POUR
LE FINANCEMENT DE LA
3EME PHASE DE LA
LIGNE FERROVIAIRE A
ECARTEMENT
STANDARD (SGR)

NIGER : NOUVELLES
REFORMES POUR
AMELIORER LE CLIMAT
DES AFFAIRES

CONGO-BRAZZAVILLE :
TOTAL E&P CONGO
LANCE OFFICIELLEMENT
MOHO NORD



MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
ET DU DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Banque mondiale : lancement du programme XL Africa

La Banque mondiale a annoncé fin avril la création d'un programme d'accélération commerciale de cinq mois destiné à soutenir les 20 *startups* numériques les plus prometteuses d'Afrique subsaharienne. Ce programme qui a vocation à aider les *startups* sélectionnées à attirer des capitaux de départ pour un montant oscillant entre 250 000 et 1,5 M USD, leur permettra également de recevoir un mentorat de la part d'expert internationaux et locaux, d'améliorer leur visibilité et d'accéder ainsi à des investisseurs et partenaires potentiels. Financé par les gouvernements de Finlande, Norvège et Suède et administré par la Banque mondiale, ce programme intervient dans un contexte d'intérêt croissant pour le secteur numérique africain.

✉ gildas.louvel@twobirds.com

▼ La Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et Aera Group créent BOAD-CO2, la 1^{ère} facilité carbone d'Afrique de l'Ouest

La BOAD et Aera Group s'allient pour simplifier et accélérer l'accès à la finance carbone en Afrique de l'Ouest. Les certifications de projets permettant d'obtenir des crédits carbone seront préfinancés par la BOAD. La monétisation des crédits carbone générés sera centralisée, rationalisée et optimisée. Les opérations techniques seront réalisées par Aera Group, leader du secteur en Afrique. Les premiers projets en cours de sélection seront annoncés au Forum Africain du Carbone (Cotonou, 28-30 juin 2017). Le programme BOAD-CO2 vise 20 projets et 10 millions de tonnes de CO2 évitées entre 2018-2022 (Phase 1).

✉ a.lepage@aera-group.fr

▼ Congo-Brazzaville : la CEMAC contrainte de réformer ses politiques économiques et financières

La 2^{ème} réunion du COPIL de la CEMAC s'est tenue à Brazzaville le 6 mai en présence des ministres de l'Economie et des Finances des Etats membres. Elle a porté sur l'état d'avancement des réformes économiques et financières nécessaires aux équilibres macroéconomiques de la zone : exigences de mesures ambitieuses sur la reconstitution des réserves, mise en place de ressources pour rendre opérationnel l'observatoire sur le climat des affaires et finalisation dans un délai raisonnable les négociations en cours avec le FMI.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ La BIDC prévoit d'émettre des obligations pour un montant de 50 Mds FCFA (76,2 M EUR) sur le marché financier régional

La Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (BIDC), basée à Lomé, s'apprête à lever 50 Mds FCFA d'obligations par appel public à l'épargne sur le marché financier régional. L'échéance est de 10 ans et le taux d'intérêt de 6,1 %. Le produit de l'emprunt sera utilisé par la BIDC pour financer ses opérations générales de prêt dans la zone UEMOA. En 2016, la BIDC a réalisé un profit de 4,1 M EUR, contre 3,5 M EUR en 2015. Pour mémoire, la BIDC a récemment obtenu deux lignes de crédit de la Banque arabe pour le développement économique en Afrique (BADEA), pour un total de 45 M USD.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ Vers un marché unique des TIC au sein de la CEDEAO

Dans le cadre d'un forum interparlementaire sur les questions de TIC et de développement dans l'espace CEDEAO qui a eu lieu à Niamey entre le 3 et le 5 mai dernier, les participants ont pu travailler sur l'harmonisation des cadres politiques et réglementaires des TIC dans la région. Cette rencontre avait notamment pour objet de faciliter la participation des Etats membres de la CEDEAO à la mise en place du marché unique des TIC en Afrique de l'Ouest, en aidant les gouvernements à accélérer le processus de transposition des textes dans les corpus juridiques nationaux et en créant les conditions tarifaires favorables à l'accès des populations à ces technologies.

✉ lebaronc@afd.fr

▼ Signature d'un accord d'association entre la CEDEAO et la Mauritanie

Cet accord porte sur la libéralisation de la circulation des personnes et des biens entre le pays et les 15 États membres de la communauté. Le calendrier de l'accord prévoit un retour de la Mauritanie dans la zone de libre-échange ouest-africaine d'ici le 1^{er} janvier 2019. L'accord prévoit également l'instauration de tarifs douaniers extérieurs communs et d'une politique commerciale commune. Concernant la circulation des personnes, la Mauritanie s'est engagée à poursuivre les négociations portant sur un accord régional. Le pays dispose déjà d'accords bilatéraux avec le Sénégal, le Mali, la Côte d'Ivoire, le Niger et la Guinée. Pour mémoire, la Mauritanie avait quitté la CEDEAO en 2000, pour intégrer l'Union du Maghreb arabe (UMA).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : affaiblissement de l'appétit des investisseurs pour les obligations de certaines entreprises publiques et municipalités

S'il est encore tôt pour évaluer l'ensemble des conséquences de la dégradation de la note souveraine, notamment en raison de l'incertitude pesant sur la décision à venir de Moody's, les premiers signes d'un affaiblissement de l'appétit des investisseurs pour les obligations de certaines entreprises (Transnet, SANRAL) et municipalités (Johannesburg) se font connaître.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : résilience confirmée du secteur bancaire sud-africain

Le dernier rapport de stabilité financière de la *South African Reserve Bank* confirme la résilience globale du secteur financier sud-africain (1^{er} secteur de l'économie – 22,1 % du PIB), sa capacité de résistance à des chocs importants et la qualité de sa supervision. Cette dernière, à la pointe des meilleures pratiques mondiales, est aussi en cours de renforcement au travers notamment du projet de loi précisant la réforme *twin peaks* (*Financial Sector Regulation Bill*) qui pourrait être promulguée par la présidence cette année ou d'ici 2018. Néanmoins, la Banque centrale identifie quatre menaces majeures à la stabilité financière, dont la plus probable est celle d'une nouvelle dégradation de la note souveraine.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Angola : vers une croissance de 1,3 % cette année du fait de l'augmentation des dépenses publiques

Selon le FMI, l'économie angolaise devrait croître de 1,3 % cette année et de 1,5 % en 2018 après avoir stagné l'an passé (taux de croissance nul). La reprise de l'activité, bien qu'à un rythme nettement inférieur aux performances passées (4,5 % en moyenne sur 2010/14), résulterait de l'orientation expansionniste de la politique budgétaire en cette année d'élections et d'une amélioration des termes de l'échange (hausse du prix du pétrole). Au-delà de la faiblesse de la croissance, le FMI s'inquiète des montants des retards de paiement de l'Etat (représentant au moins 2 % du PIB) et de l'augmentation rapide des prix (inflation moyenne anticipée à +27 % cette année et +17,8 % l'an prochain).

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Malawi : reprise de l'aide budgétaire de la Banque mondiale

Après 4 années d'interruption suite à l'épisode du *cash-gate* (détournement de 45 M USD d'aide publique par plusieurs membres du gouvernement), la Banque mondiale a indiqué reprendre son aide budgétaire au Malawi au travers d'un crédit de 80 M USD aux autorités (l'aide publique au développement représente près de 40 % des recettes budgétaires). L'opération vise au soutien de l'agriculture et à la gestion des finances publiques (transparence et renforcement des contrôles). Saluant la reprise de l'aide budgétaire, le ministre des Finances Goodall Gondwe a également confirmé la volonté des autorités restaurer l'intégrité de la gestion des comptes publics et à réaliser les réformes nécessaires pour relancer l'activité.

✉ paul.raso@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : l'inflation repart à la hausse en avril 2017

En avril 2017, l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,2 points à 13 % contre 12,8 % le mois précédent. Malgré des prix alimentaires en forte baisse de 0,6 points à 6,7 %, l'indice des prix non-alimentaires repart à la hausse de 0,8 points à 16,3 % contre 15,6 % en avril 2017. Cette inflation des biens non-alimentaires est principalement conduite par les transports (24,9 %). Malgré cette hausse de 0,2 points, l'inflation reste nettement inférieure aux chiffres enregistrés en 2016 (18,7 % en avril 2017).

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : mise en garde de la Banque mondiale sur le stock des arriérés de paiement de l'Etat

Le rapport annuel sur l'économie de la Tanzanie 2017 de la Banque mondiale met en garde le gouvernement contre les risques liés à la persistance du stock de ses arriérés de paiement domestiques, tandis que dans le même temps les recettes domestiques ont progressé de manière significative (de 12,8 % du PIB en 2014/15 à 14,4 % en 2015/16). Le montant total des arriérés dus par le gouvernement aux fonds de pension, aux fournisseurs et entreprises publiques s'élevait en juin 2016 à 2,9 Mds USD (6,3 % du PIB), soit une diminution de 0,2 point de PIB par rapport à juin 2015. Surtout, les arriérés envers les fournisseurs (1,9 %) risquent de miner l'attractivité de la commande publique pour les entreprises du secteur des infrastructures.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : la Banque centrale relève son taux directeur

Le comité de politique monétaire de la Banque centrale de Madagascar a décidé de relever le niveau du taux directeur de 8,3 % à 9 %, à compter du 11 mai et de maintenir inchangé le niveau du taux de réserves obligatoires à 13 %. La BCM évoque une mesure corrective en vue de contribuer à la stabilisation des prix. Ces derniers mois ont été marqués par une hausse du taux d'inflation, liée au ralentissement de l'offre notamment de produits agricoles dû aux intempéries, à la hausse du prix de certains produits importés, et à un niveau relativement élevé de la demande en raison de la surliquidité du système bancaire (entraînant une forte croissance de la masse monétaire). Le FMI prévoit toutefois un taux d'inflation annuel moyen de 6,9 % pour 2017 proche de celui de 2016 (6,7 %).

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Comores : la Banque centrale annonce une croissance du PIB de 2,2 % pour 2016

Dans son rapport sur l'évolution de la situation économique, financière et monétaire des Comores au cours de l'année 2016, publié fin avril 2017, la Banque centrale fait état d'un taux de croissance estimé à 2,2 %, après 1,0 % en 2015. Cette amélioration s'explique notamment par l'amélioration notable de la production et de la fourniture d'électricité et par le lancement des activités d'un nouvel opérateur de télécommunications, dans un contexte d'évolution contenue des prix. Toutefois et parallèlement à cette amélioration de la conjoncture, le déficit public s'est creusé (de -3,1 % du PIB en 2015 à -7,7 %) et la balance courante détériorée (de 0,3 % du PIB en 2015 à -10,2 %).

✉ dalseccol@afd.fr

▼ **Kenya : discussions avec la Chine pour le financement de la 3^{ème} phase de la ligne ferroviaire à écartement standard (SGR)**

Le président Kenyatta a déposé lundi 15 mai, en marge du sommet de la Route de la soie à Pékin, une demande officielle auprès de la *China Exim Bank* pour un prêt de 3,59 Mds USD pour le financement de la section de 270 km du SGR entre Naivasha et Kisumu. La section Mombasa-Nairobi (472 km – 3,6 Mds USD) en service à partir du 31 mai et la section Nairobi-Naivasha (120 km – 1,45 Md USD) en travaux sont également financées par des prêts chinois, comme le sera vraisemblablement la dernière section de 107 km entre Kisumu et Malaba qui complètera à terme la partie kenyane de la liaison ferroviaire Mombasa-Nairobi-Kampala-Kigali, composante phare du projet de *Northern Corridor*.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : des perspectives macroéconomiques encourageantes selon la Banque mondiale**

Le taux de croissance du Congo devrait atteindre 3,1 % en 2017 et les finances publiques connaître un redressement complet en 2018 si l'on en croit le dernier rapport de la Banque Mondiale, présenté le 5 mai à Brazzaville. Ces projections économiques encourageantes s'appuient sur les bonnes performances du secteur des hydrocarbures (augmentation de la production pétrolière à quelque 350.000 b/j en 2018 avec l'entrée en activité du gisement de Moho- Nord, et exploitation de nouveaux gisements de gaz naturel) mais également sur les réformes macroéconomiques attendues du gouvernement. La volatilité des recettes pétrolières (taux stabilisé à 55 USD le baril) demandera néanmoins de rationaliser les dépenses publiques.

✉ catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la Banque mondiale plaide pour des réformes dans la gestion des finances publiques**

Dans le cadre des préparatifs de son nouveau partenariat d'appui au Congo, sur la période 2018-2022, la Banque mondiale (BM) exhorte les autorités congolaises à mettre en œuvre des réformes en matière de gestion des finances publiques pour stimuler la croissance. La Banque souhaite à cet effet une meilleure gestion des investissements publics, notamment dans les secteurs piliers de la croissance tels que l'agriculture et l'énergie. Force est de constater que l'accès à l'électricité au Congo n'a pas été amélioré, malgré les importants investissements réalisés dans le secteur, et que les allocations budgétaires dans l'agriculture sont en deçà de 10% du PIB recommandé par l'Union africaine.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Bénin : mobilisation de 38,5 Mds FCFA avec taux de réalisation de 110 %**

Le Bénin a mobilisé 38,5 Mds FCFA (58,7 M EUR), soit 110 % du montant mis en adjudication (35 Mds FCFA) lors de sa dernière émission de titres publics, le 10 mai 2017, sur le marché régional de l'UEMOA. Au total, 38,4 % des montants levés proviennent de banques béninoises et 35% des banques burkinabè. Cette levée permettra de faire face à la tombée d'échéance de 35 Mds FCFA prévue en mai. A contre tendance du financement difficile des titres d'État sur le marché régional, les opérations du Bénin ont permis de lever près de 153 Mds FCFA (233,2 M EUR) sur les 157 Mds FCFA (239,3 M EUR) mis en adjudication depuis le début de l'année.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : adoption de la loi rectificative du budget 2017**

Les députés ont adopté le 9 mai 2017 la première loi de finances rectificative du budget 2017, pour prendre en compte le remaniement ministériel de février 2017 (scission en deux du ministère de l'Administration du territoire, de la décentralisation et de la sécurité intérieure et du ministère de l'Energie, des mines, des carrières) et pour procéder à des annulations et ouvertures de crédit. Le budget 2017 se chiffre toujours en recettes à 2 036,3 Mds FCFA (3 Mds EUR) et en dépenses à 2 455 Mds FCFA (3,7 Mds EUR) avec une estimation du déficit qui reste identique à 418,8 Mds FCFA (638,4 M EUR).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : une loi de finance rectificative qui entérine la diminution du budget 2017**

Le Conseil des ministres vient d'adopter un projet de loi de finances rectificative 2017 qui prévoit une baisse de 0,8 % (54 Mds FCFA, soit 82 M EUR) par rapport au budget initial, pour s'établir à 6447 Mds FCFA (9,8 Mds EUR). Les dépenses ordinaires augmentent de 2,8 % (75 Mds FCFA), à 4,1 Mds EUR ; le budget d'investissement est amputé de 11 % (177 Mds FCFA), à 2,7 Mds EUR. Cette loi rectificative intervient pour prendre en compte les différents chocs auxquels le pays est confronté depuis le début de l'année (baisse des cours du cacao, remontée du prix du pétrole, revendications financières des fonctionnaires et militaires). La croissance initialement prévue à 8,9 % a été révisée à la baisse à 8,5 % par le gouvernement (de 7,9 % à 7,0 % par le FMI).

✉ bedhat.atsebi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : 23,6 Mds FCFA mobilisés sur le marché de l'UEMOA avec un taux de réalisation de 52,5 %**

Lors de sa dernière émission de titres sur le marché de l'UEMOA, le 11 mai dernier, la Côte d'Ivoire a mobilisé 23,6 Mds FCFA, soit 52,5 % du montant mis en adjudication (45 Mds FCFA). Il s'agissait d'émissions simultanées des bons et obligations assimilables à 182 jours. Le taux d'intérêt moyen pondéré est ressorti à 5,74 %. Depuis le début de l'année, la Côte d'Ivoire, comme d'autres pays de la zone UEMOA, éprouve des difficultés à lever des fonds via l'émission de titres publics. Le taux de réalisation n'a été que de 60 % sur le 1^{er} trimestre 2017. Cette situation est due au resserrement des conditions de refinancement de la BCEAO et à la contraction de la liquidité sur le marché.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : les services du FMI achèvent une mission technique à Niamey**

Le FMI a effectué une mission technique à Niamey du 3 au 10 mai 2017. Les objectifs étaient d'évaluer l'évolution économique du pays en 2016 et au début de 2017 et d'examiner, en collaboration avec les autorités nigériennes, les mesures correctives à prendre pour atteindre les objectifs du programme pour juin 2017. Selon les estimations du Fonds, la croissance est passée de 4 % en 2015 à 5 % en 2016, grâce à une bonne campagne agricole et à un redressement de la production pétrolière. L'inflation annuelle moyenne est restée maîtrisée à 0,2 % fin 2016. Le Fonds note des progrès dans la mise en œuvre des réformes structurelles, dont notamment la mise en place du Compte unique du Trésor.

✉ lebaronc@afd.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ Nigéria : une politique fiscale à l'importation favorable au groupe pharmaceutiques locaux

Le groupe des fabricants pharmaceutiques de l'association des fabricants du Nigéria (PMG-MAN) a félicité le président du Sénat, Bukola Saraki, pour son action auprès du gouvernement fédéral. Chuks Okocha, chef du PMG-MAN, a noté que l'intervention du Sénat l'année dernière a entraîné une taxe d'ajustement aux importations qui a rendu la fabrication locale de produits pharmaceutiques attrayante et rentable. Les codes HS concernés sont maintenant soumis à une taxe d'ajustement de 20 % (auparavant 5 %), une hausse significative qui a entraîné une augmentation des investissements étrangers et stimulé le développement de la fabrication locale.

✉ mounir.alhoz@businessfrance.fr

▼ Soudan : inquiétude liée aux transferts monétaires par téléphonie portable

Des banquiers soudanais ont mis en garde contre l'utilisation de transferts monétaires par téléphonie portable, potentiellement liés au financement du terrorisme. Le Soudan serait le deuxième pays au monde, après le Kenya, dans l'utilisation de cette méthode de transfert, pratiquée par 85 % des Soudanais et hors de tout contrôle de la part de la Banque centrale. Un comité entre cette dernière et les opérateurs de télécommunications a été chargé d'étudier la question. Il devrait fixer une limite des transferts à 500 livres soudanaises (26 EUR au taux du marché) par jour. En 2014, le Soudan avait voté une loi renforçant les mécanismes de lutte contre le blanchissement d'argent et le financement du terrorisme.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : limogeage de 10 000 fonctionnaires pour falsification de diplômes

Le président tanzanien John Magufuli a limogé 9 932 fonctionnaires, représentent 2,4 % du nombre total de fonctionnaires, sur la base d'un rapport gouvernemental qui révèle que leurs diplômes et qualifications étaient falsifiés. Les fonctionnaires cités devront démissionner au plus tard le 15 mai 2017 ou seront poursuivis pour des faits passibles de sept ans de prison selon le président. 15 000 nouveaux fonctionnaires pourraient être recrutés en remplacement d'ici à la fin juin 2017. De nombreux fonctionnaires qui ont été limogés sont proches de la retraite, ce qui pose la question de leurs droits à pension.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : toujours à la 1^{ère} place en Afrique pour l'indice de liberté économique

Dans l'édition 2017 de l'indice de liberté économique, publié par le think tank américain *Heritage Foundation* et le *Wall Street Journal*, Maurice se trouve à nouveau positionnée en tête du classement des pays africains, devant le Botswana, le Rwanda, la Côte d'Ivoire et la Namibie. Au niveau mondial, Maurice se place au 21^{ème} rang sur un total de 180 pays, reculant néanmoins de six places par rapport au classement 2016. Cet indice mesure depuis 1995 la liberté économique en se basant sur douze indicateurs regroupés en quatre catégories : état de droit ; poids de l'État ; efficacité réglementaire ; ouverture des marchés.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : report de la mise en œuvre du système d'enchères négatives dans le secteur des énergies renouvelables**

Le secrétaire d'état à l'Energie, Joseph Njoroge, a annoncé que ce système, initialement prévu début 2017, n'entrera en vigueur que lorsque les développeurs qui ont reçu des licences dans le cadre de la politique de tarif de rachat garanti actuelle auront développé 1342 MW de capacités supplémentaires (soit 56 % de la capacité actuelle du pays, contre environ un tiers assurée aujourd'hui par les producteurs indépendants), soit a priori vers la mi-2018. Par ailleurs, le système d'enchères négatives ne concernerait plus que les projets solaires de moins de 40 MW, éoliens de moins de 50 MW et géothermiques de moins de 70 MW. Les experts du secteur indiquent néanmoins que le développement de ces capacités supplémentaires pourrait prendre plusieurs années.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : nouveau gouvernement soudanais**

Le Soudan a un nouveau gouvernement depuis le 11 mai, comprenant 31 ministres et 44 secrétaires d'État. Les ministres de l'Intérieur, du Pétrole, des Finances et de l'Investissement sont nouveaux. Le ministre des Finances, le général Mohammed Al-Rikabi, ancien professeur de comptabilité, a fait carrière au ministère des Finances pendant 20 ans, y occupant plusieurs postes dont celui de directeur de la comptabilité. Il avait ensuite rejoint la direction financière des forces armées au début des années 90 et y était resté jusqu'à sa retraite en 2017.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : les opérateurs économiques réclament le paiement de leurs créances**

Le Collectif des opérateurs économiques du Congo (Copéco) appelle l'État congolais à régler les créances de ses membres, au titre des marchés publics qu'ils ont exécutés sur la période 2013-2016. Regrettant le manque d'attention du ministre des Finances à l'égard du secteur privé qui constitue pourtant un véritable moteur de croissance de l'économie nationale, le Copéco souhaite rallier les syndicats patronaux à sa cause pour "*mener des actions musclées*". Après avoir intenté en vain des démarches auprès de la Primature, des ministères des Finances et de l'Aménagement du territoire, le Collectif sollicite l'intervention du chef de l'État.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : nouvelles réformes pour améliorer le climat des affaires**

Le Ministre du commerce et de la promotion du secteur privé a animé un point de presse sur les réformes engagées pour améliorer le classement du Niger dans le prochain rapport *Doing Business*. Toutes les réformes mises en œuvre entre le 1^{er} juin 2016 et le 31 mai 2017 seront transmises à la Banque mondiale pour être comptabilisées dans le rapport *Doing Business 2018*, notamment : la suppression du capital minimum initialement requis pour la création d'une entreprise (100 000 FCFA), la fusion de l'ensemble des procédures et formalités liées à l'enregistrement des statuts au guichet unique du Centre de formalité des entreprises, la réduction du délai de délivrance des autorisations de construire, qui passe 30 jours à 8 jours.

✉ lebaronc@afd.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Ghana : la Banque mondiale annonce un soutien de 1,2 Md USD

Le directeur de la Banque mondiale au Ghana, M. Kerali, a annoncé un soutien de 1,2 Md USD de l'International Development Association, le fonds du groupe Banque mondiale pour les pays les plus pauvres, à destination du Ghana sur la période juillet 2017-juillet 2020. 20 à 30 % de la somme allouée au Ghana seront consacrés à l'appui budgétaire tandis que 70 à 80 % seront attribués à des projets spécifiques dans les domaines de la santé, de l'éducation, des transports ou encore de l'eau. Cette enveloppe devrait être complétée par une allocation de la Société financière internationale, filiale du groupe Banque mondiale dédiée au secteur privé.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : adoption d'un budget record de 7,44 Bn NGN (24,4 Mds USD)

Le 11 mai, le Parlement a approuvé le budget pour l'année 2017, qui s'élèverait à 7 440 M NGN, un montant légèrement supérieur au projet de loi de finances présenté par le président Buhari en décembre (7 290 M NGN). Les détails de ce budget, qui présente les mêmes orientations expansionnistes que le budget 2016, n'ont pas encore été divulgués. Le budget 2017 repose sur l'hypothèse d'une production pétrolière de 2,2 M b/j à un cours moyen de 44,5 USD (contre une prévision de la Banque mondiale autour de 55 USD sur l'année). Le déficit s'établirait à 2 210 M NGN, équivalent à 2,18 % du PIB. Le budget doit à présent être signé par l'exécutif, dont l'intérim est assuré par le vice-président Osinbajo, le président Buhari s'étant nouvellement rendu à Londres pour raisons médicales.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : financements attendus de 5,2 Mds USD du groupe Banque mondiale pour le secteur électrique

Le *Power Sector Recovery Program* a été approuvé par le Conseil Exécutif Fédéral (FEC) le 22 mars et a permis de déterminer des besoins de financements à hauteur de 7,6 Mds USD sur les 5 prochaines années. Sur ce montant, le Nigéria cherche à obtenir des soutiens financiers auprès de la BM pour un montant total de 5,2 Mds USD. La Société financière internationale (SFI) interviendrait à hauteur de 1,3 Md USD dans des projets de distribution électrique. L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) interviendrait à hauteur de 1,4 Md USD dans le cadre de projets énergétiques gaziers et solaires. S'ajoutent à cela 2,5 Mds USD de soutien de la Banque mondiale pour l'amélioration de la distribution électrique, l'extension de la capacité de transmission et l'électrification rurale.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : signature d'accords entre le président et des entreprises allemandes

En marge de l'édition 2017 du Forum économique mondial sur l'Afrique, organisé à Durban, en Afrique du Sud, le président Yoweri Museveni a annoncé avoir signé des *protocoles d'accord (MoU)* avec deux compagnies allemandes, *Siemens* et *MMEC Mannesman GmbH*. Ces accords portent sur des investissements en infrastructures, dans les domaines de l'industrie, des transports et de la santé, ainsi que sur des partenariats public-privé. Ils cibleront plus particulièrement le secteur de l'énergie électrique. *Siemens* a annoncé récemment avoir l'intention d'investir 3 Mds EUR en Afrique d'ici 2020.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Madagascar : financement saoudien pour la réhabilitation de la Route nationale 5**

Le ministre des Finances et du Budget malgache et le représentant du Fonds Saoudien pour le Développement (FSD) ont signé le 5 mai 2017 un accord de prêt d'un montant de 14 M USD. Ce prêt financera le premier tronçon du projet d'aménagement et d'asphaltage de la Route nationale 5 (nord-est de Madagascar). L'approbation de ce financement était attendue pour pouvoir commencer les travaux. Ce projet d'un montant total de 83,8 M USD bénéficie d'un cofinancement de l'Etat malgache (7,05 M USD), de l'OFID (10 M USD), du Fonds d'Abu Dhabi pour le développement (30 M USD), du Fonds Koweïtien de Développement Economique Arabe (12,8 M USD) et de la Banque Arabe de Développement (10 M USD).

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : le groupe Terra lance un projet de Smart City dans le nord de l'île**

Le groupe *Terra Mauricia Ltd*, qui détient 7 000 ha de terres dans le nord de l'île (dont 6 000 ha en culture de canne à sucre), a confirmé son intention de diversifier ses activités en présentant le projet « Beau Plan Smart City ». Ce dernier, qui couvrira une superficie de près de 230 ha, comprendra un campus universitaire (*African Leadership Academy*) destiné principalement à des étudiants étrangers, une zone résidentielle (dont un village adapté aux « seniors »), un centre commercial, des espaces de bureaux et un complexe hôtelier (situé à Balaclava). En 2016, *Terra Mauricia Ltd* a réalisé un chiffre d'affaire de l'ordre de 130 M EUR.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : suspension d'une partie de l'appui budgétaire de l'USAID au ministère de la Santé**

L'United States Agency for International Development a annoncé suspendre une partie de son appui budgétaire au ministère de la Santé en raison des risques de détournement de fonds. En octobre 2016, un audit interne avait révélé que des surfacturations avaient conduit au détournement de 48,4 M USD (5,1 Mds KES). Bien que les programmes de fourniture de soins rétroviraux et de premiers soins soient maintenus, la suspension du soutien financier américain, estimé à 21 M USD, devrait affecter plusieurs programmes puisque cela représente plus de 6 % du budget du ministère. Un rétablissement de l'appui budgétaire ne sera envisagé qu'en cas de renforcement des procédures de contrôle interne.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Kenya : abandon du programme d'aménagement de 10 000 km de routes en partenariats public privé**

Le ministre des Transports et des Infrastructures James Macharia a annoncé l'abandon du programme de développement des routes à loyer, lancé en 2015. Le programme, estimé à 2,8 Md USD, se fondait sur un modèle de conception, financement, construction et maintenance confiés au secteur privé en contrepartie du versement périodique d'un loyer par l'Etat. Le programme prévoyait un prêt de 1,5 Md USD de la SFI, dont l'approbation s'est heurtée aux difficultés de lever des ressources fiscales pérennes pour financer le programme et à la répartition des risques entre les opérateurs privés et les pouvoirs publics. Face à ces incertitudes, le secteur privé n'a pas été en mesure de lever les financements nécessaires à la mise en œuvre du programme à un coût kilométrique raisonnable.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : signature d'un partenariat entre la Chine et l'Ouganda sur le développement de l'énergie nucléaire**

Un *MoU* portant sur le développement de l'énergie nucléaire à des fins civiles a été signé, à Pékin, entre le ministère ougandais de l'Energie et la *China National Nuclear Corporation*. Cet accord doit permettre à l'Ouganda d'atteindre ses objectifs définis dans le plan « Vision 2040 » qui incluent l'énergie nucléaire dans le mix énergétique du pays. La Russie (ROSATOM) a également signé un *MoU* de coopération nucléaire avec l'Ouganda, qui porte principalement sur de la fourniture d'expertise et de formation. L'Ouganda, dont le PIB est de 27 Mds USD, disposerait de réserves d'uranium –dont le montant est encore inconnu - réparties sur 52 000 km².

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : 60 Mds FCFA pour la reconstruction de la route Babadjou-Bamenda**

Le mardi 16 Mai ont démarré les travaux de réhabilitation et de reconstruction de la route reliant la ville de Babadjou (dans la région Ouest du pays) à celle de Bamenda (région Nord-Ouest) afin de réduire les accidents et les coûts de transport et ainsi favoriser les échanges commerciaux entre Yaoundé et l'Est du Nigéria. Sur cette route devraient également être construits une station de pesage, un poste de péage ainsi que deux aires de repos. Le coût de cette opération s'élève à 60,7 Mds FCFA et sera financé à la fois par l'Etat camerounais et par la Banque Mondiale.

✉ Edouard.mien@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso: réactivation du projet du chemin de fer Ouagadougou-Accra**

Le nouveau Président ghanéen Nana Akufo Addo vient d'effectuer une visite de deux jours à Ouagadougou. Les échanges avec son homologue burkinabé ont notamment porté sur le projet de construction d'une ligne de chemin de fer entre Ouagadougou et Accra. Les deux Chefs d'Etat se sont également entendus pour mettre en place, avec l'appui de la CEDEAO, un Poste de contrôle juxtaposé (PCJ) pour faciliter la libre circulation des biens et des personnes.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso: élaboration du document stratégie pays de la BAD**

La Banque africaine de développement (BAD) a présenté, dans la soirée du vendredi 28 avril 2017 à Ouagadougou, le plan de restitution de la mission de préparation du Document stratégie-pays 2017-2021. L'exercice a permis de parvenir à une description globale des textes et d'un futur voulu d'ici à 2021 dans le cadre de la coopération entre le Burkina Faso et la BAD. Le DSP 2017-2021 met en exergue deux piliers que sont la promotion de l'accès à l'électricité et le développement du secteur agricole qui donneront lieu à des projets dont la liste indicative sera présentée lors du prochain conseil d'administration pour approbation.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Exim Bank India soutient le développement énergétique**

Exim Bank India vient d'accorder à la Mauritanie, un financement de 65,7 M USD, destiné à la réalisation d'une centrale électrique hybride (diesel et solaire). Cette nouvelle ligne de crédit rentre dans le cadre d'un programme plus global qui a permis l'octroi de 21,8 M USD, pour la réalisation des projets hydrauliques et agropastoraux.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : un prêt de 114 M EUR de la BAD pour la première phase du programme de modernisation des villes du Sénégal, « Promovilles »**

Un accord de prêt de 114,3 M EUR (70 Mds FCFA) a été signé entre le Sénégal et la Banque africaine de développement. Il vise à construire et à réhabiliter 78,2 kms de voiries qui seront dotées d'éclairage public et de réseaux d'assainissement pour un coût total de 139,7 M EUR. Ce projet constitue la première phase du programme « Promovilles » qui vise à augmenter le taux d'équipements collectifs et à améliorer les capacités de mobilisation des ressources financières propres des collectivités locales des zones urbaines. 13 communes, qui représentent les deux tiers du PIB du pays, sont concernées par cette première phase, dont 10 capitales régionales.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Afrique du Sud : le Western Cape se dote d'une zone de production de produits halal

L'Afrique du Sud souhaite développer sa production de produits halal dans le Western Cape et compte ainsi devenir un des premiers pays exportateurs en Afrique sub-saharienne, qui représente 250 millions de consommateurs potentiels. Les phases d'études de faisabilité et de conceptualisation du projet Khulisa dans le Western Cape arrivent à leur terme, et trois sites ont été identifiés autour du Cap. Ce projet devrait coûter entre 0,7 Md et 1,7 Md EUR, pour rapporter près de 340 M par an et employer 5 000 personnes. La région peut compter sur la coopération de la Malaisie, ainsi que de l'expertise de Nestlé et Unilever qui aident au développement du projet.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Zambie : saison record pour la récolte de maïs, fin de l'interdiction d'exporter

Le gouvernement zambien a décidé, suite à une récolte record de maïs de 3,61 millions de tonnes sur la période 2016/2017, de lever l'interdiction d'exportation de cette denrée. Le ministère de l'Agriculture zambien indique une progression de 26 % des volumes récoltés en comparaison à l'exercice précédent. Grâce à ces résultats, une réserve stratégique de 500 000 tonnes a été constituée par la Zambie, qui avait interdit en avril 2016 les exportations de certains produits agricoles suite à une sécheresse de grande ampleur. La Zambie aspire à devenir un grenier régional, et occupe en 2017 la deuxième place des producteurs de maïs en Afrique australe, derrière l'Afrique du Sud.

✉ camille.tricoire@businessfrance.fr

▼ Kenya : investissement dans l'agroforesterie au Kenya par Moringa SCA SIGAR

Moringa SCA SIGAR (fonds d'investissement spécialisé dans les projets d'agroforesterie) a pris une participation de 3 M USD dans la société kenyane *Asante Capital EPZ* (société d'agroforesterie). Ce financement permettra la création d'une activité de placage et de contreplaqué ainsi que la production d'huiles essentielles et de produits alimentaires. *Asante* met actuellement en valeur 300 ha de plantation et rassemble 225 agriculteurs. Le fonds Moringa a été lancé par le groupe Edmond de Rothschild et la filiale internationale de l'office national des forêts français ; cette opération est le 2^{ème} investissement du fonds en Afrique.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Soudan : livraison au Soudan de blé américain

La société SAIGA, l'un des plus grands fournisseurs de blés et farines au Soudan et filiale du premier groupe privé soudanais DAL, a annoncé qu'une cargaison de 51 000 tonnes de blé américain arriverait à Port-Soudan le 22 mai, marquant le premier contrat entre minotiers américains et soudanais depuis la levée partielle des sanctions économiques américaines contre le Soudan, en janvier dernier.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : les autorités annoncent un budget de 438,4 M EUR pour la campagne agricole 2017-2018**

Le pays a produit 8,8 millions de tonnes de céréales lors de la campagne 2016-2017, contre une prévision de 8,7 millions de tonnes. Les productions les plus importantes ont été celles du riz, avec 2,7 millions de tonnes, et du maïs, avec 2,8 millions de tonnes. L'excédent céréalier a atteint 3,7 millions de tonnes. Pour renforcer cette dynamique, il est prévu un budget de 438,4 M EUR pour la prochaine campagne agricole, dont 234 M EUR financé par l'Etat et 204,3 M EUR à mobiliser par les producteurs. 81,5 M EUR seront destinés à l'acquisition des intrants agricoles (engrais, semences) et 9,6 M EUR pour les équipements agricoles.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Energie et matières premières**

▼ **Afrique du Sud : Brian Molefe à nouveau nommé Directeur général d'Eskom**

Le porte-parole du conseil d'administration d'Eskom a confirmé le retour de Brian Molefe en tant que Directeur général du fournisseur national d'électricité à compter du lundi 15 mai. Brian Molefe a démissionné de son siège de député pour reprendre son ancien poste, quatre mois après son départ.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zambie : le conseil de régulation de l'énergie autorise une augmentation de 75% du prix de l'électricité pour les petits consommateurs**

Cette décision du conseil de régulation de l'énergie intervient suite à une demande de la société électrique d'Etat Zesco. Une 1^{ère} hausse de 50 % sera appliquée à partir du 15 mai, puis une augmentation supplémentaire de 25 % sera appliquée à partir du 1^{er} septembre.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Zimbabwe : l'Afrique du Sud pourrait cesser d'approvisionner le pays en électricité à cause de ses arriérés**

Eskom, la compagnie nationale sud-africaine, enregistrerait 603 M ZAR (44,5 M USD) de montants dus par le Zimbabwe (dont 119 M ZAR d'arriérés) et menace de couper les approvisionnements d'ici la fin du mois. Le Zimbabwe, qui a actuellement une demande électrique de 1 500 MW, génère 1 051 MW et importe 350 MW (dont 300 MW d'Afrique du Sud, une transaction qui bénéficie d'une garantie étatique de 500 M ZAR).

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Namibie : NamPower annonce la construction prochaine de 3 nouvelles centrales électriques**

Le directeur exécutif de la compagnie énergétique nationale, a annoncé qu'il s'agirait d'une centrale à biomasse de 40 MW (Otjiwarongo), d'une centrale électrique de 20 MW (Otavi) et d'une centrale solaire à concentration (Arandis). Les appels d'offres pour la sélection des entreprises devant mener les différents travaux seront lancés d'ici le mois de septembre.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Angola : le ministre des Mines a annoncé le lancement prochain de 23 nouveaux projets d'exploration miniers**

Cinq de ces projets concerneront l'exploitation de diamants, quatre l'or, deux le fer, deux le phosphate et neuf le cuivre et les roches ornementales. Ces projets, présentés comme une alternative au pétrole, ont pour but de diversifier les sources des recettes fiscales et d'augmenter les ressources en devises.

✉ ophelie.chevillard@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : hausse de la production pétrolière au premier trimestre 2017**

Au premier trimestre 2017, la production pétrolière a été de 132 500 barils par jour, dont 82 500 bpj issus du champ de Jubilee (supérieur à l'objectif revu à la baisse en début d'année de 68 500 bpj) et 50 000 bpj issus du champ de TEN, entré en exploitation en août dernier. Cette production est supérieure aux estimations de 120 000 bpj exprimées en début d'année. Les revenus pétroliers ont représenté 103 M USD au premier trimestre 2017 (contre 62 M USD au T1 2016). Les travaux sur le FPSO (unité flottante de stockage et de production) Nkrumah conduits au premier trimestre n'ont pour le moment pas impacté durablement la production pétrolière, même si une seconde phase de travaux devrait être conduite au second semestre.

✉ caroline.delassade@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : projet solaire de 6 MW à Freetown développé par le consortium Infinity-E**

Le ministère de l'Energie de la Sierra Leone a signé un contrat EPC (*engineering, procurement and construction*) avec la société Infinity-E, pour un projet de ferme solaire de 6 MW devant bénéficier à la municipalité de Freetown. Initialement annoncé à l'été 2014, ce projet d'un montant de 12,6 M USD sera financé conjointement par le gouvernement de Sierra Leone et le fonds de développement d'Abu Dhabi (ADFD) respectivement à hauteur de 3,6 M USD et 9 M USD, et devrait être finalisé dès décembre 2017. Présenté comme un consortium, Infinity-E a été créé en 2012 et se dédie aux projets d'énergies renouvelables au Moyen-Orient et en Afrique.

✉ marlene.marqueslopes@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sierra Leone : le diamant de 709 carats sera finalement vendu à Anvers**

Découvert en mars dernier dans la province de Kono à l'est du pays, le diamant de 709 carats (plus de 141 grammes) sera finalement commercialisé à Anvers en Belgique, après des enchères jugées décevantes en Sierra Leone. La meilleure offre, de 7,7 M USD, faite par un citoyen britannique pour le compte de la société RayDiam (basée à Anvers) a été jugée insuffisante par le gouvernement. C'est la première fois que ce pays renonce à vendre sur son sol ce type de diamant d'une taille exceptionnelle.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ MineAfric, les banques sud-africaines au rdv ?

L'investissement responsable dans le secteur minier africain soulève encore de nombreuses controverses. Ainsi le rapport « *South African Banks Footprint in SADC Mining Projects: Environmental, Social and Governance Principles* » publié par OSISA et SARW en février 2017, illustre la forte empreinte environnementale, sociale et sur les droits humains des investissements réalisés par les banques sud-africaines en Afrique australe. Pour autant, de plus en plus de grands projets, stratégies nationales et banques locales se réfèrent expressément à des référentiels ambitieux dans le secteur minier, qui leur permet une vigilance effective et une prise en compte concrète des exigences ESG.

✉ ps.guedj@affectionmutandi.com

▼ Ouganda : préqualification de quatre entreprises pour la construction de la raffinerie du pétrole du Lac Albert

Le gouvernement ougandais a présélectionné quatre entreprises parmi huit candidates, dans le cadre de l'attribution d'un marché public concernant la construction de la raffinerie, estimée à une valeur de près de 4,8 Mds USD. Il s'agit des sociétés SNC Lavalin (Canada), IESCO (Turquie) et des deux groupes américains Yatra Ventures LLC et Apro. L'entreprise adjudicatrice devrait être sélectionnée au mois de juin 2017. Ce nouvel appel d'offres fait suite au retrait du consortium dirigé par la société russe RT Global Ressources, qui n'avait pas réussi à trouver un accord avec le gouvernement ougandais sur le projet.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : reprise de la concession d'*Allana Potash* par le gouvernement

Le gouvernement éthiopien a repris la totalité de la concession de potasse *Allana Potash Afar*, appartenant à la société *Israël Chemicals* (ICL). Cette décision fait suite à l'arrêt des activités d'ICL depuis plusieurs mois en raison d'un redressement fiscal, d'un montant de 50 MUSD, qu'ICL refuse d'honorer auprès de l'*Ethiopian Revenues and Customs Authority* (ERCA). Pour rappel ICL avait racheté, en 2015, 100 % des parts d'*Allana Potash Afar* appartenant alors à la société canadienne *Allana Potash*. Les travaux d'exploration ont démontré l'existence d'un gisement de 3,2 M de tonnes de potasse sur 300 km². Le développement du site devait permettre la création de 3 000 emplois et générer un revenu annuel de 400 M USD.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : nomination du nouveau directeur général de la JIRAMA

Ancien cadre de la société de télécommunications *Airtel*, Olivier Jaomiary a été nommé fin avril directeur général de la société nationale d'eau et d'électricité (JIRAMA). Cette nomination a été effectuée dans le cadre du processus de restructuration de l'entreprise publique, soutenu par la Banque mondiale, qui prévoit également une réorganisation complète de l'organigramme. Par ailleurs, M. Hyacinthe Befeno Todimanana, conseiller économique du président malgache, a été nommé président du conseil d'administration. La situation financière déjà fragile de la JIRAMA, qui s'est aggravée début 2017 en raison de la sécheresse, nécessitera une subvention du gouvernement de 125 MUSD cette année (représentant plus de 1 % du PIB).

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : Total E&P Congo lance officiellement Moho Nord

Total E&P Congo a officiellement lancé le 15 mai la mise en production du gisement pétrolier Moho Nord, en présence du chef de l'État et du PDG du groupe. Moho Nord, situé à 75 km au large de Pointe-Noire, est le plus grand champ pétrolier jamais réalisé en République du Congo, avec une production maximale estimée à 140 mille barils/jour. Opéré par Total E&P Congo (53,5 %), Chevron (31,5 %) et la Société nationale des pétroles du Congo – SNPC (15 %), il représente un investissement de près de 11 Mds USD. Après la phase Moho 1 bis lancée en décembre 2015, Moho Nord constitue la 2^{ème} étape du pôle Moho Bilondo qui devrait permettre au pays de produire 280 mille barils/jour en 2017 et d'atteindre en 2018 le pic de 350 mille barils/jour.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : les centrales hydroélectriques souffrent d'un manque de maintenance

Selon le Président du CA de la Société nationale d'électricité –SNE, il devient urgent d'effectuer des travaux de maintenance sur le barrage hydroélectrique de Moukoulou (capacité installée de 74 MW dans le département de la Bouenza) et de celui de Djoué (15 MW) près de Brazzaville. Les révisions n'ont pas été faites en conformité avec les normes, qui recommandent des travaux de maintenance tous les quatre ans, et compromettent la fourniture d'électricité dans le pays, risque d'autant plus accru qu'il est prévu à court terme le démarrage d'activités industrielles (cimenteries Dangote et Diamante Ciment). *Le conseil d'administration* a également appelé à une actualisation du tarif électrique, qui date de 1970.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la Banque mondiale approuve un financement de 46,5 M USD pour le secteur forestier

La BM vient d'approuver un financement de 46,5 M USD pour l'amélioration de l'investissement public et la transparence dans le secteur forestier en République du Congo. 40 M USD provenant de l'Association internationale de développement (IDA) serviront au lancement du Projet de réformes intégrées du secteur public (PRISP), qui sera mis en œuvre sur la période 2017-2022. Les 6,5 M USD restants, accordés par le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), permettront la poursuite du Projet forêt et diversification économique (PFDE), lancé en 2013. Outre le renforcement de la gouvernance dans le secteur, ces projets souhaitent impliquer les communautés locales dans les micro-projets agroforestiers.

✉ Ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : des compteurs prépayés pour l'administration publique

Lors du dernier conseil des ministres, le gouvernement béninois a examiné la proposition de remplacement des compteurs conventionnels d'électricité installés dans certains bâtiments de l'administration publique par des compteurs prépayés. Le recouvrement des créances de la Société béninoise d'énergie électrique sur l'Administration publique et les collectivités locales, ainsi que la mise en place d'un dispositif préventif de l'accumulation des impayés par les clients a été présenté comme un préalable à l'entrée en vigueur de l'accord signé avec le *Millénium challenge account II* (MCA-Bénin II). Au total, 5 700 compteurs prépayés devraient être déployés en remplacement des compteurs conventionnels.

✉ florent.danion@dgtresor.gouv.fr

▼ **Côte d'Ivoire : une hausse de 64 % du résultat net de Total Côte d'Ivoire en 2016**

Total Côte d'Ivoire vient de présenter ses résultats financiers au titre de l'exercice 2016. Le chiffre d'affaires de l'exercice a progressé de 3 % en 2016 pour s'établir à 510,4 M EUR. L'excédent brut d'exploitation a atteint 28,4 M EUR, soit une hausse de 15,2 % par rapport à 2015. Le résultat net de la filiale s'est élevé à 13,5 M EUR, en hausse de 64 % par rapport à 2015. Au cours de son assemblée générale prévue ce 31 mai, la société devrait proposer à ses actionnaires des dividendes bruts de 10,3 M EUR. En Côte d'Ivoire, Total est le leader de la distribution des produits pétroliers avec 170 stations-services réparties dans tout le pays. Le groupe y emploie plus de 160 personnes.

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ **Guinée : 5^{ème} édition du symposium sur le secteur minier**

Ce symposium a été organisé du 9 au 11 mai, en présence du Président de la République et d'environ 500 délégués venus d'une trentaine de pays. Ce symposium avait pour thème « secteur minier, levier de transformation de l'économie nationale au profit de tous les acteurs ». Plusieurs conférences ont été organisées, notamment sur le cadre général d'investissement en Guinée, les réformes engagées pour favoriser l'investissement minier, l'industrie de la bauxite et les enjeux et défis de la transformation, la diversification de la production minière. Lors de son intervention, le Président Alpha Condé a annoncé le retrait de 800 permis miniers non mis en valeur, y compris les blocs 1 et 2 du Mont Simandou, pour cause d'irrégularités.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mali : la production d'or devrait légèrement baisser en 2017**

Selon la directrice nationale de la géologie et des mines, la production industrielle d'or pourrait baisser légèrement de 46,9 tonnes à 45 tonnes en 2017. Avec une extraction artisanale estimée à 4 tonnes, la production totale du Mali devrait être de 49 tonnes, en légère baisse par rapport aux 50,9 tonnes de l'année dernière. Les mines Fekola de B2Gold, d'une capacité de production annuelle de 10 tonnes, et Yanfolila de Hummingbird Resources, d'une capacité de 3 tonnes, devraient entrer en service avant la fin de l'année, pour atteindre leur pleine production en 2018. Selon la Banque mondiale, le Mali est actuellement le quatrième producteur d'or en Afrique.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : Total obtient un nouveau permis d'exploration-production**

Le groupe Total vient d'obtenir un permis d'exploration-production en offshore profond au large des côtes mauritaniennes. Le contrat signé porte sur une zone de 7 300 km² : le bloc C7. Total en sera l'opérateur (participation de 90 %) aux côtés de la Société mauritanienne des hydrocarbures et du patrimoine minier (SMHPM, 10 % restants). Le bloc C7 vient compléter le dispositif de Total qui possède déjà deux permis d'exploration-production en Mauritanie (1 en offshore de 10 500 km² et le second on shore de 12.500 km² dans le bassin de Taoudéni nord).

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : mise en œuvre du programme d'installation de compteurs électriques financé par la Banque mondiale**

Des compteurs électriques prépayés, dits "Woyofal", seront offerts par la SENELEC (Société nationale d'électricité du Sénégal) à 37 000 ménages sénégalais à faible revenu, résidant dans les milieux ruraux du pays. Cette offre s'inscrit dans le programme d'installation de compteurs électriques, financé par la Banque mondiale, pour 4 Mds FCFA (6,1 M EUR), permettant à la SENELEC d'améliorer l'accès des populations les plus défavorisées à l'électricité.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : huitième pays le plus électrifié d'Afrique**

Le Sénégal a été classé huitième sur 24 pays africains ayant les meilleurs taux d'électrification, selon le rapport 2017 « Global Energy Architecture Performance » du Forum économique mondial. Avec un taux de 56,5 %, il est, en Afrique subsaharienne, le troisième pays derrière l'Afrique du Sud (85,4 %) et le Ghana (64,1 %) et le premier pays francophone devant la Côte d'Ivoire (55,8 %). Les cinq pays d'Afrique du Nord (Algérie, Egypte, Libye, Maroc et Tunisie) font partie des 69 pays sur les 127 pays retenus dans le monde, où le taux d'électrification est de 100 %. A l'échelle mondiale, dominée par la Suisse et la Norvège, le Sénégal garde son 103^{ème} rang sur 127 par rapport à 2016.

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Nigéria : les investissements dans la Lekki Free Trade Zone ont atteint 15 Mds USD**

Le gouvernement de l'Etat de Lagos a indiqué que depuis sa création en 2006, la Lekki Free Trade Zone (LFTZ) avait attiré 4,55 B NGN (environ 15 Mds USD) d'investissements nationaux et étrangers. Les investissements du groupe Dangote représentent à eux seuls près des trois quart des investissements (11 Mds USD). En 2016 seulement, plus de 6 Mds USD y ont été investis dont 4 Mds USD par le seul groupe Dangote. La zone, établie par l'administration de Bola Tinubu, a déjà attiré 116 investisseurs nationaux et étrangers dont 16 qui ont déjà commencé à opérer.

✉ fabrice.uzum@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : lancement des premiers véhicules KIA assemblés en Éthiopie**

Belayab Motors PLC, la filiale de *Belayab Investment Group*, a officiellement lancé les premiers véhicules KIA assemblés localement. L'évènement a eu lieu le 11 mai dernier, soit sept mois après la signature de l'accord de partenariat entre *Belayab Motors* et *KIA Motors Corporation* (KMC) signé en août 2016. Dans un premier temps deux types de modèles, RIO et PICANTO, seront assemblés en Ethiopie. L'usine, située à Adama, peut assembler douze véhicules par jour soit 3 000 par an. *Belayab Motors* a investi 6,8 M USD (150 METB) pour ce projet.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Afrique du Sud : lancement des nouveaux trains suburbains construits par Gibela

Le président Jacob Zuma a inauguré le nouveau train régional dans le cadre du programme de modernisation de PRASA. Les 13 trains X'Trapolis Mega construits par Gibela (Alstom) font partie du contrat de 59 Mds ZAR de 600 nouveaux trains sur dix ans.

✉ yann.leroux@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : signature d'un accord aérien avec la France

L'accord a été signé le 3 avril dernier par Alberto Mesquita, ministre des Transport et des Télécommunications, et Bruno Clerc Ambassadeur de France à Maputo. Cet accord permettra aux compagnies aériennes françaises et mozambicaines de survoler leur territoire et d'y effectuer des escales techniques, mais surtout d'établir et d'exploiter des lignes régulières de passages, de fret et de courrier. Il permet en outre des accords commerciaux entre compagnies françaises et mozambicaines

✉ bastien.cabrol@dgtresor.gouv.fr

▼ Afrique du Sud : Tourism Indaba, Durban au cœur du tourisme mondial

Le 16 Mai 2017, l'Afrique du Sud a accueilli le plus grand salon du tourisme en Afrique. Pour la 25^{ème} édition du salon Tourism Indaba, 10 000 personnes étaient attendues sur 3 jours dont 800 acheteurs venus du monde entier pour rencontrer les acteurs du tourisme africain. En 2016, le salon avait rassemblé 1 049 exposants. Cet événement propulse la ville de Durban sur le devant de la scène et devrait générer plus de 14 M EUR dans la région. A cette occasion la province lance la marque Trade and Investment KwaZulu-Natal afin de promouvoir l'économie locale au travers du secteur touristique. Le tourisme est un secteur clé en Afrique du Sud, il représentait en 2016 9,3 % du PIB et on attend une hausse de 2,5 % en 2017.

✉ alizee.loridan.int@businessfrance.fr

▼ Afrique du Sud : Tourism Indaba, Durban au cœur du tourisme mondial

Ce mardi 16 Mai 2017, l'Afrique du Sud accueille le plus grand salon du tourisme en Afrique. Pour la 25^{ème} édition du salon Tourism Indaba, 10 000 personnes sont attendues sur 3 jours dont 800 acheteurs venus du monde entier pour rencontrer les acteurs du tourisme africain. En 2016, le salon avait rassemblé 1 049 exposants. Cet événement propulse la ville de Durban sur le devant de la scène et devrait générer plus de 14 M EUR de recettes dans la région. A cette occasion la province lance la marque Trade and Investment KwaZulu-Natal afin de promouvoir l'économie locale au travers du secteur touristique. Le tourisme est un secteur clé en Afrique du Sud, il représentait en 2016 9,3 % du PIB et on attend une hausse de 2,5 % en 2017.

✉ maxime.housard@businessfrance.fr

▼ **Prise de participation de Vodacom dans Safaricom à hauteur de 2,4 Mds EUR**

L'opérateur de télécommunications sud-africain Vodacom (propriété de Vodafone International) a annoncé, via sa société parente Vodacom Kenya, le rachat de 34,94 % de parts de Safaricom, leader sur le marché kenyan (71 % de parts de marché). Cette prise de participation correspond à la somme de 35 Mds rands (2,4 Mds euros). Un directeur sera nommé par Vodacom, alors que les trois autres seront désignés par la branche kenyane de Vodafone. Cette stratégie de rachat confirme l'expansion de Vodacom vers les marchés subsahariens, alors même que la croissance du secteur est amenée à s'amplifier au Kenya (88 % de pénétration-mobile, contre 146 % en Afrique du Sud).

✉ blandine.aigron@businessfrance.fr

▼ **Afrique du Sud : pilote africain du développement spatial**

Nadeli Pandor, ministre des Sciences et Technologies, a annoncé l'avancée significative du programme d'observation terrestre de la *South African National Space Agency*. Cette technologie est essentielle à la gestion de nombreuses questions de société : sécurité alimentaire, gestion des ressources, ou aménagement urbain. Le ministre a également félicité les équipes de la SANSA pour l'élaboration de sa nouvelle feuille de route qui place l'Afrique du Sud comme pilote de la conquête spatiale à l'échelle régionale, voire continentale. Ces deux objectifs de développement et d'intégration régionale ont été incarnés par la récente signature entre la SANSA et le NEPAD (*New Partnership for Africa's Development*) d'un protocole d'entente.

✉ eugenie.chevallot@businessfrance.fr

▼ **Nigéria : plus de 15 millions d'asthmatiques**

D'après les déclarations d'Etete Peters, président de la *Nigerian Thoracic Society* lors des activités marquant la journée mondiale de l'asthme de 2017, plus de 15 M de Nigériens souffrent d'asthme, une maladie débilitante qui peut être déclenchée par la pollution atmosphérique. Etete Peters, principal directeur médical de l'Hôpital universitaire d'Uyo a annoncé le lancement de la *National Asthma Guideline*, un plan qui a pour but de s'assurer que les praticiens nigériens adoptent le niveau minimum requis pour gérer les maladies respiratoires et qui vise à l'amélioration des soins aux niveaux des meilleures pratiques internationales.

✉ mounir.alhoz@businessfrance.fr

▼ **Nigéria : l'italien MEFIN pourrait construire une usine de traitement des déchets à Calabar**

Le groupe italien MEFIN (*Management Environmental Finance*) a manifesté son intérêt pour la construction d'une usine de recyclage à Calabar, lors d'une rencontre entre le Gouverneur de Calabar, Ben Ayode, et une délégation italienne. Le projet italien semble d'ores et déjà bien défini et propose de traiter 500 000 tonnes de déchets municipaux et de produire 4,2MWh pour un fonctionnement 8000h/an. L'unité serait entièrement financée par MEFIN, et pourrait permettre la création de 700 emplois directs et 1500 indirects.

✉ pierre.decoussy@businessfrance.fr

▼ Soudan du Sud : fermeture de plusieurs agences de KCB

Le groupe *Kenya Commercial Bank*, dont la branche kényane est la première banque du pays, va réduire le nombre d'agences de sa branche sud-soudanaise, justifiant cette décision par les conséquences des tensions politiques sur son activité et la très forte inflation (380 % estimé fin 2016). En 2016, la branche sud-soudanaise, composée de 19 agences, a accusé 33 M USD de pertes (3,4 Mds KES). A l'instar de KCB, les autres banques kényanes présentes dans le pays (*Co-op Bank* et *Equity Bank*) ont également subi d'importantes pertes en 2016 au Soudan du Sud.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : mise en place d'une tarification expérimentale pour les six premiers mois d'opération de la ligne ferroviaire Mombasa-Nairobi

La ligne à écartement standard Mombasa-Nairobi (472 km financés à hauteur de 3,6 Mds USD par un prêt du gouvernement chinois) doit être inaugurée le 31 mai par le président Kenyatta. Le ministre des transports et des infrastructures a annoncé qu'un tarif subventionné serait mis en œuvre pendant six mois pour le transport de passagers. Le trajet devrait coûter entre 5 et 8 USD en classe économique, soit la moitié du prix du trajet en bus. Ce tarif est très inférieur au tarif demandé par l'opérateur *China Bridge and Road Corporation* et suscite déjà les protestations des opérateurs de bus et de fret routier. Il sera revu au terme des six mois d'expérimentation en fonction de la demande.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : douze offres de reprise de Chase Bank

La Banque centrale du Kenya a annoncé que trois banques kényanes, quatre banques internationales et cinq institutions financières avaient manifesté un intérêt pour une reprise des activités de la Chase Bank, mise sous tutelle depuis le 7 avril 2016. Les banques, qui ont maintenant un accès aux documents confidentiels, ont jusqu'au 9 juin pour faire une offre de reprise, avant la sélection finale le 23 juin. Le groupe mauricien SHM Holdings, qui a acheté Fidelity Bank fin 2016 a annoncé faire partie des banques intéressées pour une reprise de la Chase Bank.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : réduction du nombre de magasins de grande distribution

Nakumatt, premier chaîne de grande distribution du Kenya, a annoncé un vaste plan de rationalisation de son organisation visant à économiser 14,7 M USD par an (1,5 Md KES). Le plan devrait se traduire par la réduction du nombre de références dans les gammes de produits, le gel des embauches et la fermeture de plusieurs magasins au Kenya et en Ouganda. Le groupe de grande distribution serait par ailleurs en train de finaliser l'entrée dans son capital d'un partenaire stratégique, pour faire face à la forte hausse de l'endettement de l'entreprise (estimé à près de 150 M USD en 2015). *Tuskys*, seconde chaîne de distribution kényane avec 53 magasins a également annoncé la fermeture d'un magasin dans le centre de Nairobi, la deuxième depuis le début de l'année.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : accords entre la Banque centrale et des banques panafricaines

La Banque centrale d'Ouganda a signé des accords avec les filiales locales de groupes bancaires panafricains portant essentiellement sur l'échange d'informations en continu, la surveillance concertée des activités et sur la mutualisation des rapports de supervision. Ces accords font suite aux mises en garde du FMI qui attire l'attention des autorités ougandaises depuis 2015 sur les risques d'une déstabilisation de l'économie nationale si l'un des groupes bancaires panafricains venait à connaître des difficultés financières. Près de neuf grands groupes bancaires panafricains sont présents en Ouganda, dont Bank of Africa, United Bank for Africa, Standard Bank, Barclays, Kenya Commercial Bank et Ecobank.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ Djibouti : réouverture de la *Commercial Bank of Ethiopia*

La *Commercial Bank of Ethiopia* (CBE) a rouvert une filiale à Djibouti dans le cadre de sa stratégie d'expansion à l'international, en obtenant sa licence bancaire le 8 avril 2017. La CBE revient ainsi sur le marché djiboutien après une longue absence suite à la fermeture de sa filiale il y a douze ans. La CBE avait débuté ses opérations à Djibouti en 1962 avec un bureau de liaison, devenu une banque à part entière en 1971. Selon M. Yishak Mengesha, chef du développement des activités de la CBE, cette nouvelle filiale offrira dans un premier temps trois types de services (épargne, envoi de fonds et financement du commerce international dont lettres de crédit) qu'elle prévoit d'étendre par la suite en fonction des besoins du marché.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : forte croissance des bénéfices de Safaricom

Safaricom, premier opérateur téléphonique du pays avec 28 millions d'abonnés, a réalisé un profit annuel record de 466 M USD (48 Mds KES) à fin mars 2017, en hausse de 8,8 % par rapport à mars 2016. Les recettes liées aux appels représentent moins de 50 % des recettes (45,8 %) alors que les recettes liées à l'utilisation d'M-Pesa représentent plus d'un quart du total (27,0 %). Par ailleurs, le groupe britannique *Vodafone* a vendu 35 % des 40 % des parts qu'il détenait dans *Safaricom*, soit 2,6 Mds USD, à sa filiale sud-africaine *Vodacom*. *Vodafone* garde 5 % des actions de l'entreprise, alors que les deux premiers actionnaires, chacun avec 35 % des parts, sont *Vodacom* et l'Etat kényan.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : construction d'un hub d'innovation gouvernemental

Le gouvernement ougandais a annoncé la construction prochaine d'un incubateur dans les locaux de l'*Uganda Institute of Information and Communications Technology* situé à Nakawa (quartier de Kampala). Un espace sera également consacré aux grandes entreprises qui souhaitent encadrer ces jeunes innovateurs. Les travaux de l'incubateur débiteront en juillet 2017 et seront réalisés par la brigade d'ingénierie de l'armée ougandaise (UPDF). Il s'agit du douzième incubateur en Ouganda, mais le premier lancé par le gouvernement. Il fait partie de la stratégie numérique du gouvernement, qu'il présentera prochainement et pour laquelle il consacrera 5 M USD sur le budget 2017/18.

✉ thierry.loussakoueno@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : mise en liquidation de la *Mbinga Community Bank* (MCB).**

La Banque centrale de Tanzanie a décidé la mise en liquidation de la MCB, qui ne respectait plus les dispositions de la loi de 2006, qui prévoit qu'une banque doit détenir un niveau minimum de capital de 15 Mds TZS (environ 7 M USD). La MCB, créée en 2003, est détenue par 975 actionnaires dont le conseil de district de Mbinga (sud-ouest du pays), des ONG, des coopératives d'épargne et de crédit et des groupes de fermiers. Cette situation découlerait du prix bas des produits agricoles combiné au coût des intrants, ce qui impacte le portefeuille de crédit dans ce secteur, mais aussi de la gestion défaillante du portefeuille. Les banques connaissent actuellement en Tanzanie des niveaux élevés de prêts non productifs (jusqu'à 50 %), en augmentation moyenne depuis 2014 de 6,4 % à 9,5 % du total des prêts.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ **Ethiopie : nouveau contrat de l'Agence de Sécurité des Réseaux d'Information (INSA) pour EUTELSAT**

L'Agence éthiopienne de Sécurité des Réseaux d'Information (INSA), en charge de l'optimisation des hautes technologies et de la sécurité en Ethiopie, a signé un contrat pluriannuel de location de capacité sur un satellite avec Eutelsat Communications dans le cadre du lancement de son nouveau bouquet télévisé par satellite Ethiosat. Il est prévu qu'Ethiosat compte neuf chaînes nationales à son lancement, et enrichisse son offre par la suite.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : la société *State Informatics Ltd* poursuit son déploiement en Afrique**

La société parapublique mauricienne *State Informatics Ltd* (SIL), dont 30 % du chiffre d'affaires provient de ses opérations en Afrique entend réaliser à terme la moitié des activités sur le continent. En Namibie, SIL pilote plusieurs projets pour des clients institutionnels (*Namibia Airports Company, Gouvernement Institutions Pension Fund* ou *Motor Vehicle Accident Fund*). *State Informatics Ltd* est aussi présente au Kenya (automatisation de certaines procédures de gestion publique), au Sénégal (système informatique visant à l'amélioration de l'environnement des affaires), en Ethiopie (système intégré de gestion financière) et au Botswana.

✉ jerome.chastenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina : inauguration officielle de Microcred Burkina à Ouagadougou**

L'établissement financier Microcred, installé au Burkina depuis 2016, vient de procéder à l'inauguration de son nouvel espace de travail à Ouagadougou. Doté d'un capital de 2,5 M EUR, l'institution ambitionne de devenir à moyen terme le leader sur le marché du financement des PME via des crédits dédiés et une gamme de produits d'épargne. La société compte actuellement 1 850 lignes de crédits actifs, plus de 9 220 comptes d'épargne pour un volume de 2,9 M EUR, détenus par 3 600 clients. Le groupe Microcred, dont le siège est à Paris, a été créé en 2005 avec un capital social de 4 M EUR. Le groupe est présent dans sept pays africains et en Chine.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : la Bank of Africa réalise un bénéfice de 6,6 Mds FCFA en 2016**

La Bank of Africa Niger (BOA), filiale de la Banque Marocaine du commerce extérieur (BMCE), a réalisé un bénéfice net de 10 MEUR en 2016, soit une hausse de 13,9 % par rapport à 2015. Par ailleurs, elle a annoncé que ses actionnaires percevront le 19 mai 2017 un dividende global 7,5 M EUR pour l'exercice 2016. Ce montant correspond à un dividende net par action de 7,48 EUR.

✉ lebaronc@afd.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Soudan : forum d'affaires franco-soudanais agricole et agroalimentaire le 4 juillet**

L'Association pour le Développement des Echanges internationaux de Produits et Techniques Agroalimentaires (ADEPTA) et le service économique de l'ambassade de France au Soudan, en partenariat avec le syndicat professionnel français des industriels de l'agroéquipement (AXEMA) et la *Sudanese Businessmen and Employers' Federation* (SBEF), organisent le 4 juillet à Paris une rencontre entre industriels soudanais et français dans les domaines agricole et agroalimentaire. Une importante délégation soudanaise, présidée par le ministre de l'Agriculture, devrait faire le déplacement.

✉ olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : visite officielle du président somalien Mohamed Abdullahi Mohamed**

Le président somalien Mohamed Abdullahi Mohamed a effectué une visite officielle de deux jours du 3 au 4 mai 2017 à Addis-Abeba. Le président a rencontré le Premier ministre éthiopien Hailemariam Desalegn pour discuter des relations bilatérales entre les deux pays, des questions régionales d'intérêt commun et de la situation en Somalie. Les deux chefs d'État ont évoqué des questions relatives à la paix et à la sécurité, à la coopération économique ainsi qu'à la sécheresse actuelle dans la région de la Corne de l'Afrique.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : visite officielle du président Andrzej Duda en Éthiopie**

Le président polonais Andrzej Duda a effectué une visite officielle de deux jours du 7 au 8 mai 2017 à Addis-Abeba. Cette visite était placée sous le signe du renforcement des relations éthio-polonaises en matière de commerce et d'investissement (les échanges commerciaux entre les deux pays ne représentent actuellement que 36 M USD, soit moins de 0,5 % du commerce total éthiopien). Le président éthiopien Mulatu Teshome a en particulier appelé son homologue à encourager les investisseurs polonais à venir s'installer en Éthiopie.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : visite du président sud-africain**

Le président Jacob Zuma a effectué une visite en Tanzanie, alors que les deux pays sont membres de la SADC. Le président Zuma et son homologue tanzanien, John Magufuli, ont tenu une commission de concertation bilatérale (BNC) à l'issue de laquelle ils ont signé un accord de coopération dans le domaine des transports, un *MoU* dans celui de la conservation et de la gestion de la biodiversité et convenu d'approfondir leur coopération dans les domaines de l'énergie, du tourisme, de la sécurité et de la santé, ainsi que de renforcer leurs échanges commerciaux (2,4 Mds USD en 2016) et le transfert de technologies d'Afrique du Sud. Le président Magufuli a également lancé un appel à la banque de développement des BRICS pour la construction du chemin de fer central à écartement standard.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Cameroun : sommet de l'économie numérique à Yaoundé**

Du lundi 15 Mai au mercredi 17 Mai se tient à Yaoundé le Forum international sur l'économie numérique sous le thème « Comment réussir l'économie numérique au Cameroun ? ». Les quatre principaux thèmes abordés portent sur le financement des infrastructures de télécommunications, le financement des entreprises en économie numérique, la capacité de l'économie numérique à générer des emplois et enfin la création de start-ups.

✉ Edouard.mien@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : ouverture d'un bureau de la BAD à Niamey**

Le projet d'installation d'un bureau de la Banque africaine de développement (BAD) a été acté le 11 mai 2017 à Niamey. Cette implantation permettra d'augmenter les activités de la banque au Niger dont le portefeuille est actuellement de 290 Mds FCFA (442 M EUR). Ce bureau pourra, en outre, suivre de près l'évolution du projet du barrage hydroélectrique de Kandadji, du projet de "Bac Farié" (pont devant relier deux rives du fleuve Niger au sud-ouest), ainsi que l'appui budgétaire au Niger.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MAEDI ni des ministères économiques et financiers. La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère des Affaires étrangères et du Développement international et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

sandrine.lafaye@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Directeur de la Publication

Marc Bouteiller

Rédacteurs en Chef

Samuel Goldstein (DG Trésor) et Marc Bouteiller (DAOI)

Rédacteurs en Chef adjoints

Caroline Richard (DG Trésor) et Anne Cussac (DAOI)

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :
objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

